

> incendie de Vincennes : les inculpés ont maintenant besoin de notre soutien

Le 22 juin, les retenus de Vincennes ont brûlé leur prison. Grosse bouffée d'air, conclusion de six mois de révolte quasi continue. Ces personnes ont pris leur destin en main, loin des discours humanitaires sur l'aménagement de leur enfermement et sur leur statut de victimes passives.

Mais l'Etat, qui a déjà rouvert le 10 novembre un bâtiment de 60 places, veut faire des exemples. Ce sont pour l'instant sept anciens retenus pris dans la nasse au hasard qui sont inculpés de « destruction de biens par l'effet d'incendie et violence à agent de la force publique avec une incapacité totale de moins de 5 jours en réunion ». Un est sous mandat d'arrêt, six sont en détention préventive. Un comité de soutien s'est formé en octobre.

Début novembre ont été publiés des témoignages de retenus de Vincennes recueillis par téléphone de la mi-janvier jusqu'à l'incendie. Les premiers concernés ont la parole. Le titre : *Feu au centre de rétention*, janvier-juin 2008, des sans-papiers témoignent, éd. Libertalia, 7 euros. Tous les bénéficiaires des ventes iront à la défense des inculpés.

Cinq d'entre eux ont déjà donné leur accord pour publiciser leurs noms et écrous. Ecrivez-leur à : Maison d'arrêt des hommes de Fleury-Mérogis, 7 allée des Peupliers, 91700 Fleury Mérogis : **Mahamadou Drame** - écrou n° 367337 / **Ekma Mouktare** - écrou n° 367134. Bâtiment D3, cellule D 326 / **Ali Diallo** - écrou n° 367347. Bât. D5 / **Moise Diakite** - écrou n° 369111 H. Bât. D5 / **Slaheldine El Ouertani** était écroué à la maison d'arrêt de Fresnes. Suite à une agression par un codétenu, il est actuellement dans le coma dans un hôpital parisien.

Enfin vous pouvez envoyer de l'argent par chèque à l'ordre de CICP-Vincennes et à l'adresse CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. Pour les futurs frais de justice et pour qu'ils puissent cantiner ! La liberté ne saurait être suspendue à des papiers !!!

> SUR LE VIF

Qui parle de violence ? ...
et vive la « bonne insécurité » !

Le 17 novembre dans un lycée du Gers, descente de gendarmes et maîtres-chiens, le 19, les mêmes scènes dans un collège de Marciac, Z. 13 ans témoigne...

« Nous allons faire entrer un chien ! Mettez vos mains sur les tables, restez droit, ne le regardez pas ! Quand il mord, ça pique ! » [...] *Le gars qui nous regardait, dit à l'intention de l'autre gendarme : "On dirait qu'elle n'a pas de hash mais avec sa tête mieux vaut très bien vérifier ! On ne sait jamais..." Ils ont souri et la fouilleuse chercha de plus belle ! Elle cherche dans les replis de mon pantalon, dans les doublures de mon tee shirt sans bien sûr rien trouver. Elle fouilla alors dans mon soutif et chercha en passant ses mains sur ma culotte ! Les gendarmes n'exprimèrent aucune surprise face à ce geste mais ce ne fut pas mon cas ! »* Quant à la procureure de la République, elle a confié à *La Dépêche du Midi* : « les élèves ont peur de ces contrôles : ça crée de la bonne insécurité ».

<http://resistons.lautre.net/>
informations pratiques juridiques
sur le délit d'outrage,
l'aide juridictionnelle, les contrôles
d'identité, réflexions, témoignages,
mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°70 - décembre 2008

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« La censure la plus parfaite » (Debord)

Depuis la fin de la révolution française les luttes directes et violentes, jusque-là recon- nues comme des moyens d'expression poli- tique ont été progressivement disqualifiées par l'État. La seule violence collective auto- risée a ainsi pris le nom de police, la seule façon « normale » de faire de la politique a été de se plier aux formes policées d'une démocratie, si bien nommée représentative, parce qu'elle étouffe la réalité du conflit social dans sa théâtralisation : pseudo joutes par- lementaires, manifestations pasteurisées... Ceux qui ont essayé d'échapper à ce cirque, au mieux ridiculisés, au pire réprimés n'ont jamais cessé d'être stigmatisés sous des noms variés : utopistes, anarchistes, terroris- tes, casseurs, sauvageons et maintenant ultra-gauche...

Les inculpations de Tarnac, et les arresta- tions récentes de plusieurs militants accusés eux aussi de terrorisme, s'inscrivent dans ce mouvement de longue durée que chaque crise du système exacerbe. Elles mettent aussi en évidence les deux machines de guerre envoyées contre ceux qui s'efforcent

de mener une existence politique, « pour de vrai ». D'une part, l'arsenal sécuritaire initié par la gauche en 1997 et renforcé dans l'hystérie post-11 septembre permettant de transformer en acte de terrorisme, et de pénaliser avec une sévérité « exemplaire », à peu près toutes les formes de vie et de lutte échappant aux normes dominantes. D'autre part, le grignotage incessant de la liberté d'expression qui semble atteindre un nouveau sommet en transformant tout propos de critique sociale en violence, potentiellement, terroriste.

« Jamais censure n'a été plus parfaite. Jamais l'opinion de ceux à qui l'on fait croire encore, dans quelques pays, qu'ils sont restés des citoyens libres, n'a été moins autorisée à se faire connaître, chaque fois qu'il s'agit d'un choix qui affectera leur vie réelle. » (Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*).

Info et soutien : <http://www.soutien11novembre.org/>
« Comité de soutien aux inculpés de Tarnac » 12 rue du tilleul, 19170 Tarnac - 11novembre-soutien@gm.com ; les dernières lois anti-terroristes sur legifrance.gouv.fr
<http://6eo.org/h8f>

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Les coups de Gagny

Le mois dernier Abdoulaye Fofana a été passé à tabac, violence policière que le pouvoir ne pouvait cacher cette fois-ci grâce à une vidéo largement diffusée sur le net. (cf. RE n° 69). Les deux flics qu'on voit cogner sur le film, mis en examen pour «violences volontaires par dépositaire de l'autorité publique, avec arme et en réunion» viennent d'être réintégrés dans la police, juste avec quelques restrictions. Voilà la solidarité du corps! Maintenant on apprend que ces violences ont été précédées par une agression policière juste une semaine avant, sur Yannick (14 ans) et son frère Fabrice... par des agents du même commissariat de Gagny. Suite à un contrôle d'identité, tir de flash-ball à moins de trois mètres sur eux, puis coups au sol, Yannick a le nez cassé, Patrick la tête en sang. Ils ont déposé plainte. Les policiers ont déposé une plainte pour outrage, rébellion et violence. Laquelle plainte, fait exceptionnel, a été classée sans suite le 28 octobre par le procureur de la République de Bobigny. On attend, sans illusion la suite, à moins qu'une mobilisation réussisse à imposer un rapport de force.

«Vérité et justice» pour Larami et Moushin

Le 25 novembre 2007, à Villiers le bel, deux adolescents de 15 et 16 ans mouraient après une collision entre leur mini moto et une voiture de police qui circulait «sans gyrophare, sans avertisseur, au-delà de la vitesse autorisée». Un an après, aucune des informations judiciaires n'a été bouclée. L'avocat des familles dénonce la lenteur de l'enquête et estime qu'une reconstitution est «inévitabile au regard des contradictions des policiers». À l'appel de l'association «Vérité et Justice» de Villiers le Bel, plus d'un millier de personnes de toutes les générations et de tous les quartiers ont manifesté silencieusement leur solidarité avec les familles pour réclamer vérité et justice pour leurs enfants.

Une histoire banale du 93 Un pot au boulot, malaise d'un collègue, la police arrive, gueule puis... Miguel G. 32 ans, marbrier, raconte son histoire : «*Le jeune (policier) qui m'avait frappé avait dit qu'il s'occuperait de moi à la relève. Pour sortir, j'ai signé n'importe quoi. J'ai avoué que j'avais tapé ce policier alors que c'est faux.*» «*J'étais allongé par terre entre les sièges avant et arrière. Ils avaient leurs pieds sur moi. J'ai crié et je les ai insultés. L'un d'eux m'a donné un coup de poing au visage.*»... «*Dans la cellule, un policier m'a tapé violemment dans le ventre avec son poing et j'ai vomi.*» En arrêt de travail, Miguel souffre de nombreuses contusions, d'une entorse au pouce et aux poignets et d'une hémorragie à l'oeil. 22 heures de garde à vue au commissariat d'Aubervilliers. Il a déposé plainte à la gendarmerie de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne) pour violences volontaires contre un policier d'Aubervilliers et dénonciation calomnieuse contre un autre fonctionnaire de police qui l'accuse de l'avoir frappé.

Police bénévole : nouvelle rubrique dans France bénévolat ?

La loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a permis la création, par son article 30, d'un «service volontaire de la police nationale». Ce dispositif intègre la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure. La Préfecture du Loiret, fin novembre a lancé un appel aux bénévoles. Les amoureux de la gâchette ou de coups tordus seront déçus (engagés pour un an, renouvelable par tacite reconduction), car ils ne pourront exercer leur talent que dans des «missions de solidarité et de médiation sociale» ; à moins qu'il y ait besoin de main-d'œuvre pour décrypter : Edvige, Base élèves, veille d'opinion... Un moyen comme un autre de faire avancer la France bleu marine à coup de SVC (service volontaire citoyen).

Émeute «total» Il y a eu plusieurs nuits d'émeute en Guyane dans l'indifférence «total» des médias et de la métropole. Blocage de routes, ouvriers en grève, des dizaines de personnes

interpellées... Tout ça à cause de la flambée du prix de l'essence. Mais pourquoi les prix flambent dans les dom tom et baissent en métropole? Parce que «total», la multinationale si chère au cac40 en tant de crise a la main mise «total» sur l'approvisionnement en carburant des dom tom ; c'est à dire : je fais les prix que je veux. Ceci s'apparente à du néocolonialisme économique. Soutenons les Guyanais dans leur lutte.

Police justice toujours complices

L'ex n°2 des stupéfiants de Strasbourg et l'ancienne greffière du tribunal de grande instance de Strasbourg ont été condamnés à 10 et 9 ans de prison ferme pour trafic de drogue. La drogue venait de saisies faites lors d'interpellation de dealers, elle était remise sur le circuit mais le policier avait la manière pour écouler les stocks. Il utilisait des jeunes de quartier qui avaient une dette envers lui, il les envoyait même en Hollande pour revenir avec du cannabis. Il aurait pu ouvrir une boîte d'import export, la greffière faisait disparaître les dossiers en gros. En tout cas 10 et 9 ans prune dans la gueule ça fait plaisir.

Roland Veuillet continue son combat

Roland a commencé le jeudi 6 novembre sa deuxième grève de la faim devant le rectorat de l'Académie de Lyon où il a été muté d'office il y a cinq ans. Il réclame toujours la levée de cette sanction arbitraire de son action syndicale durant la grève de MI-SE (maîtres d'internat, surveillants d'externat) de 2003 et la saisine d'une enquête administrative. Dans sa quatrième semaine de grève, il se retrouve bien seul dans sa lutte opiniâtre et résolue.

<http://roland-veuillet.ouvaton.org/>

Le goulot d'étranglement des assoc

Etranglement judiciaire : La manif non déposée du 11 novembre protestant contre la réouverture du CRA de Vincennes finit sur l'autoroute A3 à cause du barrage policier alors les flics convoquent le président de SOS sans papiers signalé sur les lieux par la presse à laquelle il avait

donné une interview. La police lui propose un deal : son assoc dépose dorénavant des autorisations pour tout rassemblement aux abords des CRA, en échange elle laissera manifester jusque devant les centres. Voilà surtout un bon moyen de dégouter a priori les «coupables» des incidents que les flics pourraient provoquer. Etranglement financier : fin novembre, le Dal est condamné à 12000 euros d'amende au moyen d'une nouvelle infraction créée par la justice : installation de tentes et dépôt de matériel de couchage (assimilées pour l'occasion à des déchets encombrant le trottoir). Tous les moyens sont bons pour se débarrasser de ce qui reste de combativité chez les assoc.

Les «mauvais maîtres»

En Novembre a circulé sur le net un appel gouvernemental offrant 220 000 euros à ceux qui voudraient assurer une «veille de l'opinion» chez les profs : il s'agit notamment de repérer sur Internet «les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau», d'«anticiper les risques de contagion et de crise»... Les directeurs d'école réfractaires à la mise en place du fichier base élève par exemple ont déjà fait les frais de cette logique étatique (<http://petition.bigbrotherawards.eu.org/Signez-la-petition-pour-le-retrait-de-Base-eleves>). De l'autre côté des Alpes, l'Etat italien étant lui aussi confronté à la résistance des profs et des élèves, l'ex-président de la République Cossiga l'a avoué à la presse : il s'agit de «laisser faire» tout en «infiltrant» et après ça? Taper les étudiants et «taper les professeurs (...) qui endoctrinent les enfants et qui les font descendre dans la rue : c'est une attitude criminelle!»

A la mémoire d'Abdenour Tataï

... du MIB, militant à Montpellier, il est décédé fin novembre d'un accident de voiture. Particulièrement actif pour dénoncer les problèmes de logement et les cas de double peine, interlocuteur obligé sur la réhabilitation du quartier du Petit-Bard, sa disparition laisse un grand vide.